Faisons entendre la voix du droit et de la paix

à Benyamin Netanyahou

C'est à l'unanimité que, ce lundi 10 mai 2010, réunie à Paris, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), le « club des riches » qui regroupe les trente et un États les plus développés du monde, a accueilli Israël en son sein, et ceci sur la base de statistiques incluant la Cisjordanie et la plateau du Golan !

Cette décision contraire au droit international, intervient dans un contexte qui la rend encore plus scandaleuse. L'OCDE a ratifié l'adhésion d'un État qui, selon le rapport Goldstone, vient de commettre des « crimes de guerre, voire contre l'humanité », et dont de nombreux dirigeants américains comme européens dénoncent la politique d'occupation et de colonisation. Autrement dit, elle accorde une prime à un gouvernement qui sabote systématiquement tout effort de paix.

Il aurait suffi qu'un seul membre de l'OCDE s'y refuse pour qu'Israël ne soit pas accepté. C'est dire la responsabilité des trente et un États représentés, y compris ceux qui pourtant, en paroles, critiquent l'orientation de Tel-Aviv. C'est dire aussi la responsabilité de la France, dont le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, est déjà très impliqué dans les tentatives répétées de « rehaussement » des liens de l'Union européenne avec Israël.

L'AFPS, qui a mobilisé massivement contre cette adhésion, appelle toutes les forces attachées à la justice à poursuivre cette bataille. Elle se prononce pour l'organisation d'une manifestation aussi large que possible, nationale et même européenne, le 27 mai prochain, devant le siège de l'OCDE, à l'occasion de la venue du Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou et de son ministre des Affaires étrangères Avigdor Liberman, qui prétendent fêter cette adhésion à Paris. Faisons leur entendre la voix du droit et de la paix ainsi qu'aux dirigeants des États membres de l'OCDE.

L'AFPS, le 10 mai 2010

Association **F**rance **P**alestine **S**olidarité (AFPS),21 ter rue Voltaire 75011 Paris
Tel : 00 33 (0)1 43 72 15 79. Fax : 00 33 (0)9 56 03 15 79 - Email : afps@france-palestine.org Site : www.france-palestine.org